



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ILS NOUS IMPOSENT ? IMPOSONS NOS REVENDICATIONS !

Mail pour nous contacter :
npacaenaglo@gmail.com

Le blog du secteur auto du NPA :
www.npa-auto-critique.org

BULLETIN NPA DE PSA Cormelles-le-Royal

30 sept 2013

Au moment où chacun reçoit sa feuille d'impôt et constate que, si le salaire n'a pas bougé, l'impôt sur le revenu, lui, a augmenté de 100 ou 200 euros, voire plus, Hollande a tenté, dimanche soir sur TF1, de faire avaler la pilule en annonçant qu'il devrait s'en arrêter là. Enfin, pas tout à fait.

Il reconnaît avoir augmenté de 30 milliards d'euros les impôts et taxes payés par les ménages, qui s'ajoutent aux 30 milliards déjà mis en place par Sarkozy. Et la « pause » qu'il a annoncée est toute relative. La nouvelle réforme des retraites prévoit une batterie de cotisations et taxes supplémentaires pour les salariés et les retraités. Au 1er janvier 2014, la TVA va encore augmenter de 19,6 % à 20 % : 6 milliards d'euros de plus prélevés principalement dans la poche des travailleurs.

Mais, explique Hollande, il aurait pu faire pire, puisque Sarkozy avait prévu une TVA à 21,2% !

Attaques contre les travailleurs...

Alors que salaires et retraites sont loin de suivre l'inflation, le gel du barème de l'impôt a augmenté de 940 000 le nombre de foyers à faibles revenus qui sont devenus imposables et redevables de la taxe d'habitation.

À cela s'ajoutent d'autres mesures : abaissement du quotient familial, suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité, etc.

La seule des mesures fiscales de son prédécesseur que Hollande ait abrogée est la défiscalisation des heures supplémentaires, ce qui accroît l'impôt pour ceux qui en étaient à boucler leurs fins de mois à coup d'heures supplémentaires. Certes, les travailleurs n'ont pas à regretter cette défiscalisation : elle n'avait pour but que d'aider les patrons à faire travailler plus longtemps, plutôt que d'embaucher et d'augmenter les salaires.

... Cadeaux fiscaux aux patrons

Vis-à-vis du patronat, c'est exactement le contraire. On envisage de baisser de 33 % à 30 % l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Pourtant les grosses entreprises sont déjà loin de payer tout cet impôt puisque les plus grosses, celles du Cac 40, ne payent en moyenne que 8 % d'impôts sur les bénéfices grâce aux combines d'« optimisation fiscale » tout à fait légales. Sans

parler d'Orange, dont on a appris récemment qu'il n'avait payé aucun impôt sur les sociétés entre 2000 et 2010 ! Pour ces sociétés, même « l'évasion fiscale » n'est pas de la fraude : c'est en toute légalité qu'elles peuvent « domicilier » leurs bénéficiaires où bon leur semble pour ne rien payer.

Le faux prétexte des déficits publics...

Le gouvernement se justifie de faire les poches des travailleurs au nom du déficit public à combler. Mais les impôts et taxes supplémentaires ne vont pas servir à financer les hôpitaux, les retraites, la sécurité sociale, à embaucher des enseignants pour décharger les classes saturées ou encore à financer l'aide sociale. Au contraire, on continue les coupes sur les budgets publics : 15 milliards de dépenses en moins prévues, dont près de la moitié en réduction de crédits pour les services sociaux.

Un exemple des plus choquants vient d'être livré à Clermont-Ferrand où 352 sans domicile, dont 150 enfants, ont été mis à la rue du jour au lendemain parce que le financement public de l'association qui payait leur hébergement a été coupé. La même situation se retrouve ici, à Caen, où aura lieu une manifestation contre ces expulsions lundi prochain, à 18h devant la préfecture.

À qui profitent ces hausses d'impôts ?

La hausse de la TVA doit compenser en partie les 20 milliards de « crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » offerts aux patrons. Alors que le patronat y gagne déjà par le gel des salaires et les suppressions d'emplois, traduction de cette « compétitivité » que Hollande souhaite promouvoir dans les entreprises en imposant des sacrifices supplémentaires aux salariés.

Face à ces attaques contre notre niveau de vie, il va falloir que nous imposions nos revendications !

La direction recule, continuons la mobilisation !...

Le débrayage à PSA Mulhouse de 850 ouvriers à l'appel de la CFDT, CGT et CFTC mercredi dernier, et ceux qui ont suivi dans tout le groupe, à Valenciennes, Sochaux, Poissy, Aulnay, ont obligé la direction à faire marche arrière.

Elle a renoncé à supprimer la prime de rentrée (187,20 euros) et à baisser de 18 à 15 % la majoration de nuit. Inquiète de la contestation débutante, la direction a avancé les réunions de négociation d'une semaine.

Forts du succès de cette mobilisation dans une partie du groupe, nous devons maintenant y aller à fond en participant à la journée d'action de ce mercredi 18 septembre. La CGT et d'autres appellent l'ensemble des salariés du groupe à débrayer sur tous les sites et dans toutes les équipes.

... Car il reste encore à faire sauter le pire !

Ce n'est qu'ainsi que nous réussirons à faire plier la direction et à lui faire enterrer définitivement son projet de gel des salaires pendant encore 2 ans, sa volonté de baisser de 45 % à 20 % la majoration des heures supplémentaires et des samedis travaillés.

Il faudra aussi lui faire ravalier sa baisse de l'APLD de 75 à 70 % du salaire brut : pour une journée, au lieu de perdre environ 8 €, on en perdra autour de 13 € (et cela alors que l'État maintient le même financement du chômage partiel et que PSA pourra donc tranquillement empocher la différence).

PSA voudrait encore annualiser à notre détriment les compteurs, baisser la prime d'ancienneté, l'ACCAC, et le financement des départs en retraite. Et Varin n'hésite pas à dire dans le journal *La Tribune* du 10/09, qu'il n'exclut pas de nouvelles fermetures de lignes de production. Trop, c'est trop !

Sochaux : « The show mustn't go on »

Le 11 septembre, les salariés de PSA Sochaux étaient invités à assister à une grand-messe dans une salle de spectacle pour présenter la nouvelle 308. Le directeur de Sochaux, Javier Varela Sobrado s'est fait siffler et huer par la salle de 4 000 salariés. Certains avaient même une pancarte : « *Varela, pas touche à ma paie, pas touche à mes droits !* ».

Comme ceux de Sochaux, nous en avons assez du baratin des dirigeants du groupe et de la famille Peugeot qui vient encore d'augmenter ses fonds propres qui passent de 11 à 12 milliards cette année.

Coup de colère à Vesoul

Jeudi 12 septembre, apprenant l'état des négociations en cours sur l'accord de compétitivité du

groupe, 300 salariés de l'usine PSA de Vesoul ont pris l'initiative de débrayer sans aucun préavis syndical. Ils ont bloqué les entrées toute une matinée, paralysant ainsi le fonctionnement de ce site de pièces de rechange. Sans les ouvriers, rien ne se fait à PSA Vesoul... comme dans le reste du groupe. Si PSA continue à nous attaquer, ripostons en stoppant la production. Les patrons seront bien obligés de se calmer.

À Poissy comme ailleurs, la lutte se prépare

À Poissy, les débrayages se sont succédé depuis une semaine : 180 salariés ont débrayé le 10, mais aussi notamment une trentaine au Montage dans la nuit du 10 au 11. Et à nouveau au Montage le lendemain, 17 caristes ont débrayé pendant 2 heures, une cinquantaine d'ouvriers de l'équipe 12 s'y sont mis au B5 le 12.

Lundi 16, au Montage B2 Système 2, les secteurs de l'Habillage Moteur et celui du Groupe Avant ont débrayé. Les 2 groupes de grévistes ont fusionné et ont été rejoints par des ouvriers du B3 et du B5. En tout, 120 salariés ont débrayé pendant 2 heures pour aller faire des prises de paroles, discuter avec leurs collègues d'autres bâtiments et préparer le débrayage coordonné dans tous les sites le 18 septembre.

À Sochaux, à Trémery, la pression monte aussi

Vendredi dernier, ceux de Sochaux étaient 370 à débrayer. Lundi 16, près de 200 ouvriers de PSA Trémery ont arrêté le travail, ce qui a stoppé presque toute l'usine. Il n'y avait plus de métrologie ni de maintenance dans certains secteurs.

Aulnay : pour les forcer à tenir leurs promesses

Les salariés d'Aulnay étaient plus de 250 le 13 en AG pour s'organiser et forcer la direction à tenir ses engagements. Et pour cause : sur 3 000 salariés du site, seulement 576 ont été reclassés en interne au lieu des 1 500 annoncés, ce qui n'est pas étonnant vues les aides financières proposées. Sur 1 500 salariés qui auraient dû être reclassés en externe, 600 ont quitté le groupe, et sur les 300 emplois réservés à la SNCF, ADP ou RATP, une vingtaine ont été recrutés, les autres recalés. Pour ceux embauchés chez ID Logistic à Aulnay, ils sont payés au SMIC comme manutentionnaires, beaucoup de PSA sont rejetés car jugés trop vieux.

Licenciements pour les uns, accords pourris pour les autres, ceux d'Aulnay ont toutes les raisons de se mobiliser pour refuser les deux.